

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/sb
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le 19/01/2023 en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans établi après la visite réalisée le **04/01/2023** de l'établissement ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 001 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT CLAUDE MONET (MEDECINE) (23) 194 Avenue Rubillard
Catégorie :	3ème cat.
Type principal :	U

AVIS

Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

FAVORABLE
à la poursuite d'exploitation

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M

TOUCHARD *Estelle*
Estelle Touchard

<p style="text-align: center;">RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans</p>
--

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 04/01/2023

<u>Établissement :</u>	E 181 00055 001 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT CLAUDE MONET (MEDECINE) (23)
<u>Adresse :</u>	194 Avenue Rubillard 72000 LE MANS
<u>Type et Catégorie :</u>	U - 3ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	périodique
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	14.01.2020 - avis défavorable levé le 01.07.2021

COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

Membres ayant voix délibérative :

Le représentant du MAIRE :	Mme CHOISNE
Le représentant du DDSIS :	M. le Ltn BRAZILLE

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, Chargé de sécurité CHM
- M. CARRE, Responsable maintenance et sécurité
- M. METAIS, Service urba ERP Ville du Mans

<p style="text-align: center;">RÈGLEMENTATION</p>
--

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.181.13.Z0135	Réaménagement du hall côté Monet	17.10.2013	
AT.181.15.Z0195	Construction et aménagement de locaux	01.10.2015	

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, Chargé de sécurité CHM.

Descriptif :

NIVEAU -1 :

- locaux techniques
- galerie technique et vide sanitaire
- local réserve
- parking de 34 voitures réservé au personnel

NIVEAU 0 :

- réserve
- salle serveur
- bureaux
- vestiaires
- archives

NIVEAU 1 :

- entrée et accueil
- consultation pneumologie
- locaux vides

NIVEAU 2 :

- plateau technique respiratoire
- plateau technique gast-ente
- VCA 23 lits
- CHIR Ambulatoire
- bloc opératoire
- anesthésie et SSPI Bloc
- Anesthésie ambulatoire

NIVEAU 3 :

- hépato gastro 30 lits
- 28 lits chirurgie
- cancérologie soins externe

NIVEAU 4 :

- M respiratoire 30 lits
- UHT Monnet HC 11 lits
- Pneumo gastro soins externes
- Pneumo gastro 14 lits
- M respiratoire 14 lits

NIVEAU 5 :

- rhumatologie
- bureaux médicaux
- terrasse

La commission de sécurité n'a pas réceptionné l'AT.72.181.20.Z0092 étudiée le 18.06.2020 (absence RVRAT).

La commission de sécurité n'a pas réceptionné l'AT.72.181.21.Z0264 étudiée le 09.12.2021 (travaux non terminés).

La commission de sécurité n'a pas réceptionné l'AT.72.181.21.Z0049 étudiée le 17.03.2021 (travaux non terminés).

La commission de sécurité n'a pas réceptionné l'AT.72.181.21.Z0300 étudiée le 08.12.2021 (travaux non terminés).

TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

Objet des travaux : transformation de vestiaires en locaux logistiques

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de :

- Autorisation de travaux n° 181.20.Z0197 étudiée par la S.C.D.S. le 05.11.2020

Documents présentés lors de la visite de réception :

- **Attestation du bureau de contrôle** précisant que la mission solidité a été exécutée, complétée par le relevé de conclusions attestant de la solidité de l'ouvrage (*articles 46 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
- **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du premier groupe - articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*) : BTP Consultant NC-TRCT-2020-207309 du 20.04.2021.
- **Rapport de vérifications techniques relatif à la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, des installations de désenfumage et des installations électriques** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du deuxième groupe avec des locaux à sommeil - article PE4 du règlement de sécurité*) : LODEVA Conseil M. Frédéric DE FRANCE du 11.03.2021.

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	04.08.2022	observations à lever
Eclairage de sécurité (BAES - BATTERIE CENTRALE)	APAVE	04.08.2022	
Source de remplacement	Agent CH Le Mans		
Installation de chauffage sous station 1917 KW	DALKIA	contrat	
Clapets coupe feu	SIEMENS		
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	contrat	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	SOCOTEC	07.12.2018	RVRAT
Système de sécurité incendie de catégorie (A) :	SIEMENS	02.11.2022	Observation
Contrôle triennal par organisme agréé (1er groupe)	APAVE	03.05.2021	
Installation de désenfumage (cages d'escalier, circulation horizontales)	SIEMENS	02.11.2022	
Extincteurs portatifs	TECC	15.12.2022	
Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)	AF MAINTENANCE	contrat	
Réseau de fluides médicaux	APAVE	03.01.2023	à transmettre
Autres vérifications (Colonnes sèches)	TECC	15.12.2022	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : Service Sécurité CH + 136 personnes sur 240
- exercice d'évacuation : 29.11.2022
- système de sécurité incendie : service sécurité CH

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 2 personnes par services

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Plan de l'établissement : à mettre en place

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui

Observations relevées lors de la visite :

Le groupe de visite a constaté une vérification des installations techniques conformes aux exigences du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Cependant l'absence de formations et d'entraînement du personnel à l'utilisation des moyens de secours et à l'évacuation ne permet pas d'affirmer que le public accueilli soit en toute sécurité dans l'établissement.

CLASSEMENT

Classement selon l'article U2

Mode de calcul de l'effectif admissible : Déclaratif

Détail du calcul :

- 129 lits + 96 au titre des postes de consultations
- 53 ambulatoires
- 182 visiteurs

public/personnel : 460

total : 460 personnes

Établissement Recevant du Public de 3ème cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air - nettoyage (art. CH58)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)
- colonnes sèches

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

Nouvelles prescriptions :

Crono	Lineié
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du RVRAT BTP CONSULTANT N C-TRCT-2020-20-73907 du 10/04/2021 (art. R123.44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification technique portant sur le SSI établi par LODEVA CONSEIL le 11/03/2021 (art. R123.44).
3	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification réglementaire en exploitation portant sur l'électricité établi par APAVE n00689743-007-1 du 04/08/2022 (art. R123.44).
4	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification réglementaire en exploitation portant sur les fluides médicaux établi par APAVE le 3/01/2023 (art. R123.44).
5	Doter la porte de la laverie utiliser en lingerie d'un ferme-porte asservie (CCH143-13)
6	Transmettre un descriptif détaillé de chaque niveau du bâtiment ainsi qu'une déclaration des effectifs (CCH143-13)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement.
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,
Ltn Stephane BRAZILLE



